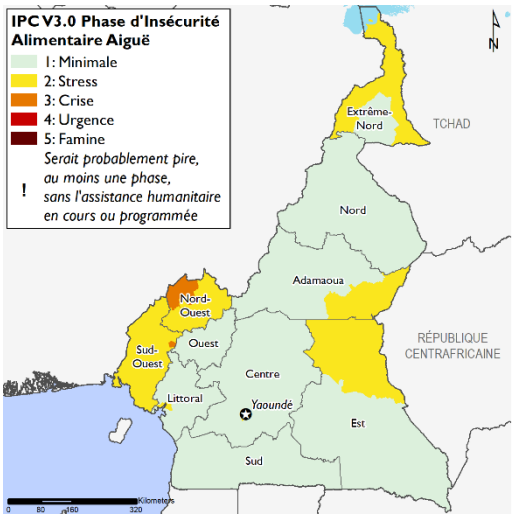
**CAMEROON** Perspective sur la sécurité alimentaire Octobre 2020 à Mai 2021

# *La sécurité alimentaire s'améliore dans l' Extrême-Nord mais se détériore dans le Nord-Ouest et Sud-Ouest*

## MESSAGES CLÉS

- Malgré la récente recrudescence des attaques de Boko Haram et les pluies excessives qui ont provoqué des inondations dans certaines localités de l'Extrême Nord, les nouvelles récoltes en cours améliorent la sécurité alimentaire de nombreux ménages pauvres qui vivent actuellement de leurs propres récoltes. La récolte de céréales pluviales de la principale campagne agricole 2020 est estimée moyenne en raison de conditions climatiques favorables, bien qu'une production légèrement inférieure à la moyenne soit attendue dans les départements de Logone et Chari, Mayo Sava et Mayo Tsanaga, où Boko Haram est le plus actif, ainsi que dans les localités où les récoltes ont été perdues à cause des inondations.
- Les tendances actuelles des prix sur les principaux marchés de l'Extrême-Nord se stabilisent ou sont en baisse. Depuis juillet 2020, les prix des denrées alimentaires ont augmenté au-delà des niveaux habituels, le sorgho et le maïs se vendant respectivement 46-60 pour cent et 30-47 pour cent plus cher qu'en juillet 2019. Bien que les prix actuels soient encore au-dessus de la moyenne, le sorgho et l'arachide enregistrent des baisses de 17 pour cent et 18 pour cent par rapport aux trois derniers mois.

Sécurité alimentaire courante, octobre 2020

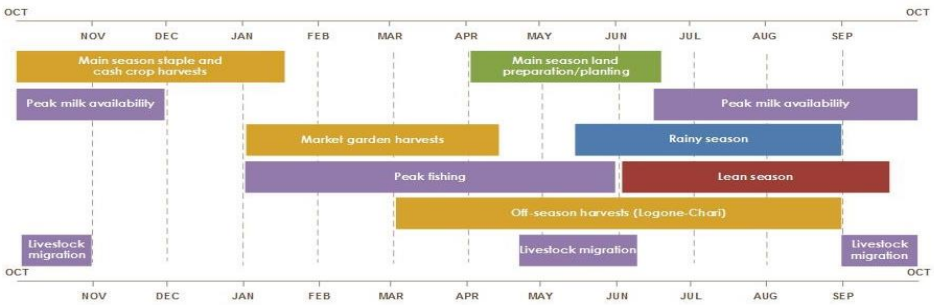



Source: *FEWS NET*

FEWS NET classification is IPC-compatible. IPC-compatible analysis follows key IPC protocols but does not necessarily reflect the consensus of national food security partners.

- Dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, où la production agricole a été inférieure à la moyenne pendant quatre années consécutives en raison des conflits sociopolitiques en cours, les récoltes de cette année s'épuisent plus tôt que la normale. En raison des récoltes inférieures à la moyenne en juillet 2020, les ménages pauvres des régions les plus touchées par le conflit connaissent déjà un épuisement quasi total des stocks, ce qui les place dans une situation de sécurité alimentaire de Crise (Phase 3 de l'IPC) plus rapidement que d'habitude. Les revenus agricoles restent inférieurs à la moyenne malgré les ventes de céréales et de cultures de rente (café et cacao).

## CALENDRIER SAISONNIER POUR UNE ANNÉE TYPIQUE, EXTRÊME NORD




Source: *FEWS NET*

**FEWS NET Cameroon**
fewsinquiry.cameroon@fews.net
www.fews.net/cameroon

*FEWS NET is a USAID-funded activity. The content of this report does not necessarily reflect the view of the United States Agency for International Development or the United States Government.*

## CONTEXTE NATIONAL

*Situation actuelle*

L'économie du Cameroun fonctionne à des niveaux inférieurs à la normale depuis le début de la pandémie de COVID-19 en mars 2020, en particulier les secteurs informels dans les zones urbaines. Malgré l'assouplissement de certaines restrictions, telles que le couvre-feux, la mobilité et le rassemblement des personnes, et la mise en œuvre de la stratégie gouvernementale visant à atténuer les effets de COVID-19, qui comprend un soutien économique au secteur informel, notamment aux secteurs des transports, de l'hôtellerie/restauration et du commerce de vente au détail, un relèvement complet n'est pas encore atteint. La fermeture des frontières et les mesures d'éloignement social continuent de réduire les possibilités d'emploi informel et les revenus quotidiens et perturbent les activités de la chaîne d'approvisionnement alimentaire locale. Selon des informateurs clés et conformément à une étude réalisée par le HCR en septembre 2020, 85 pour cent des ménages de réfugiés dans les régions de l'Est et de l'Adamawa déclarent être confrontés à une détérioration de leur consommation alimentaire en raison de la pandémie COVID-19. Environ 60 pour cent d'entre eux connaissent une baisse de leurs revenus quotidiens car la fermeture des frontières entrave l'accès à la nourriture et aux revenus en interrompant les flux internes vers les régions du Nord et du Sud et le commerce transfrontalier, principalement vers Nguembou et Dorofi au Nigeria.

Cependant, bien que le nombre de cas positifs continue d'augmenter dans le pays (21 793 au 29 octobre 2020), le nombre de cas hebdomadaires continue de baisser, passant d'un pic de 2028 personnes en juillet à 47 personnes actuellement. Pour l'instant, le gouvernement n'a annoncé aucun plan pour assouplir davantage les restrictions ou pour rouvrir complètement le pays.

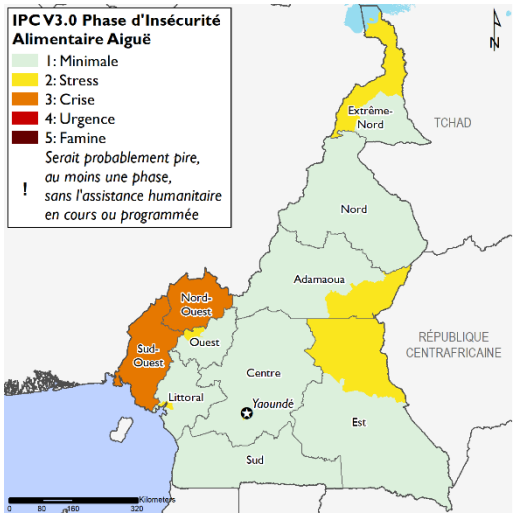
La production agricole de la saison de culture 2020 pour la partie sud du Cameroun a été estimée moyenne, les pluies étant bien réparties tout au long de la saison favorisant la croissance et le développement des cultures.

Toutefois, la production était en dessous de la moyenne pour la quatrième année consécutive dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest en raison du conflit en cours, la superficie totale cultivée ayant diminué d'environ 40 pour cent par rapport aux années sans conflit.

Dans le Nord, de multiples périodes de sécheresse au début du mois de juin ont obligé les agriculteurs à replanter plusieurs fois. Cependant, les pluies favorables de fin juin et de juillet ont permis une reprise normale des semis de céréales, ce qui laisse présager une récolte moyenne qui se poursuit depuis octobre. Toutefois, bien que la production régionale prévue soit globalement moyenne, 5 départements sur 6 verront probablement leurs récoltes baisser en raison des inondations de septembre et octobre qui ont détruit 17 656 ha de cultures et touché plus de 158 000 personnes (FICR, octobre 2020).

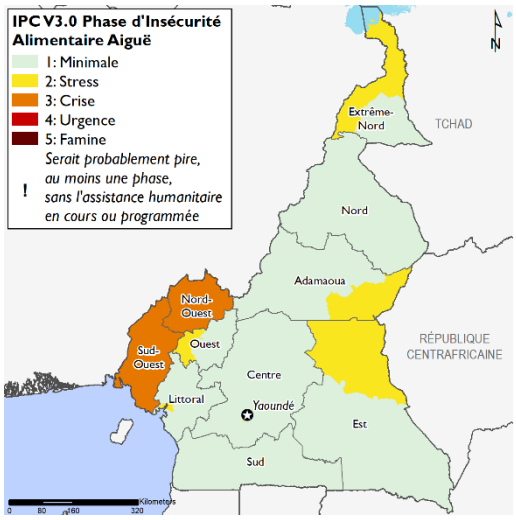
Outre les conflits et l'insécurité dans le Nord-Ouest, le Sud-Ouest et l'Extrême-Nord qui ont perturbé les activités agropastorales, la pandémie COVID-19 a entraîné la fermeture des frontières, ce qui a perturbé les chaînes d'approvisionnement mondiales et limité l'importation des principaux produits vétérinaires, des pesticides et des composants des engrais et a réduit la capacité des agriculteurs à répondre aux besoins en intrants de la saison. Toutefois, les subventions

Projected food security outcomes, October 2020-January 2021




Source: *FEWS NET*

Projected food security outcomes, February-May 2021




Source: *FEWS NET*

FEWS NET classification is IPC-compatible. IPC-compatible analysis follows key IPC protocols but does not necessarily reflect the consensus of national food security partners.

gouvernementales aux intrants (engrais, semences améliorées, petits outils et équipements agricoles) et le soutien (renforcement des capacités) aux agriculteurs ont contribué à réduire le risque d'une production inférieure à la moyenne.
La fermeture des frontières après le début de la pandémie COVID-19 a également perturbé l'importation de riz d'Asie au Cameroun. Au troisième trimestre de 2020, les importations de riz ont baissé de 322 pour cent par rapport à la même période l'année dernière, ce qui a considérablement réduit l'offre et fait monter les prix au-dessus de la moyenne. Pour stimuler les réserves nationales, le gouvernement du Cameroun a ordonné l'importation hors taxes de 200 000 tonnes de riz en juillet, mais les prix sont restés supérieurs à la moyenne. Le gouvernement a également interdit toute exportation de céréales vers le Nigeria et les pays voisins, une pratique soupçonnée d'être à l'origine de la baisse constante des réserves de riz dans le pays. Les stocks céréaliers institutionnels actuels sont inférieurs à la moyenne par rapport à l'année dernière et la demande des agro-industries est plus faible en raison de la réduction des débouchés, des dysfonctionnements et de la fermeture des marchés à la suite des conflits dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest et de la mise en œuvre de COVID-19.
Au niveau national, l'approvisionnement actuel du marché en produits de base cultivés localement est moyen et répond à la fois aux besoins des ménages et des institutions. De nombreux ménages pauvres vendent actuellement une plus grande partie de leurs récoltes que les mois précédents afin de couvrir les dépenses liées à la rentrée scolaire en octobre. La demande des ménages ruraux est faible car ils continuent à consommer leur propre récolte. Toutefois, les régions dont la production est inférieure à la moyenne, soit en raison de d'insécurité, d'inondations, ou de la pandémie COVID-19, connaissent un épuisement plus précoce et plus rapide de leurs stocks et achètent déjà certains aliments. Le fonctionnement et l'accès aux marchés dans les zones touchées par l'insécurité et les conflits dans l'Extrême-Nord, le Nord-Ouest et le Sud-Ouest continuent d'être entravés, environ 30 pour cent des marchés de ces régions connaissant actuellement une réduction de plus de 50 pour cent de l'offre et du nombre de commerçants par rapport à la même période d'une année normale.

Bien que la production nationale de cacao commercialisée ait diminué de 2,68 pour cent par rapport à la campagne 2019/2019, le prix maximum payé au producteur était de 1 300 FCFA/Kg, contre 1 270 FCFA/Kg la saison précédente ; tandis que le prix minimum enregistré en début de saison était de 700 FCFA/Kg, contre 650 FCFA/Kg la saison dernière (Office national du cacao et du café, septembre 2020). Toutefois, les revenus provenant de la vente des produits des exploitations agricoles sont restés inférieurs à la moyenne dans les zones d'insécurité et de conflit en raison de récoltes inférieures à la moyenne. En outre, en raison du ralentissement économique lié aux mesures de contrôle mises en place contre la propagation de COVID-19, les activités commerciales ont continué à être lentes, avec une diminution des possibilités d'emploi et une baisse de la demande de main-d'œuvre dans les centres urbains.

D'après les conditions sur le terrain et selon des informateurs clés, les pâturages et les ressources en eau sont adéquats et suffisants, ce qui assure un bon embonpoint des animaux. Cependant, les revenus tirés de la vente du bétail reste en dessous de la moyenne a cause des perturbations des flux commerciaux des principales régions productrices de bétail (Extrême-Nord, Nord, Adamawa, Nord-Ouest et Ouest) vers Yaoundé, Douala et vers le Gabon et la Guinée Équatoriale en raison des fermetures de frontières dues au conflit et à la COVID-19, ce qui se traduit par des prix actuels stables ou légèrement inférieurs sur les principaux marchés d'exportation de bétail par rapport aux mois précédents. Le commerce transfrontalier de bétail avec le Nigeria, le Tchad et la République Centrafricaine a également connu une baisse par rapport aux années normales.

En outre, le déplacement des troupeaux vers les régions de l'Adamawa et du Nord, des ménages d'éleveurs fuyant l'insécurité dans l'Extrême Nord et le conflit dans les régions anglophones reste une source de conflit potentiel entre les agriculteurs et les éleveurs à mesure que la concurrence pour les ressources augmente. Selon l'OIM, 33 alertes ont été reçues en août 2020, bien que certains conflits aient été résolus, la plupart présentant des risques de représailles à l'avenir.

Bien que de nouvelles récoltes soient attendues pour répondre aux besoins alimentaires des ménages pauvres dans les mois à venir, les ménages des zones de conflit qui ont abandonné leur activité agricole continuent à dépendre de l'aide alimentaire humanitaire pour satisfaire leurs besoins alimentaires. En juin 2020, l'OCHA a signalé la présence de 141 acteurs humanitaires au Cameroun, offrant un soutien dans divers domaines, notamment la sécurité alimentaire aux plus de 2 millions de personnes vulnérables touchées par l'insurrection de Boko Haram, la crise de la République Centrafricaine et le conflit dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Cependant, les besoins de ces personnes ne sont pas entièrement satisfaits en raison de l'insuffisance des fonds pour couvrir la totalité des besoins.

La situation sécuritaire reste préoccupante dans la région de l'Extrême-Nord exposée aux menaces de Boko Haram et dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest où les affrontements entre l'armée et les groupes séparatistes armés se

poursuivent. Les enlèvements contre rançon, les meurtres et les violences des groupes armés dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest et les fréquentes attaques du Boko Haram ont continué à déplacer les populations. Les mises à jour actuelles (HCR 30 septembre 2020) font état de 1 032 492 déplacés internes de la crise du Nord-Ouest, Sud-Ouest et du bassin du lac Tchad, ainsi que 425 421 réfugiés au Cameroun, principalement du Nigeria et de la République centrafricaine. Le rapatriement des réfugiés centrafricains continue d'être perturbé en raison de la fermeture des frontières causée par COVID-19.

Les régions de l'Est, de l'Adamawa et du Nord, accueillent toujours près de 300 000 réfugiés de la République centrafricaine, dont 70 pour cent vivent hors des sites aménagés. Malgré les récentes récoltes, les prix élevés des denrées alimentaires de base résultant d'une demande accrue, la faiblesse du bétail et des revenus agricoles due à un faible accès aux terres et aux intrants, l'insuffisance de l'aide humanitaire et la pandémie COVID-19 entraînent des conséquences négatives sur la consommation alimentaire et les moyens de subsistance. Les prix des aliments de base sur les principaux marchés de Meiganga, Banyo, Batouri et Bombe sont restés élevés en raison de l'augmentation de la demande, et malgré une augmentation de la production de maïs estimée à 21,9 pour cent entre 2019 et 2020 (CFSAM MINADER, juillet 2020) dans la région de l'Est, les prix actuels sont toujours plus élevés que la normale. En outre, les informateurs clés révèlent que plus de 70 pour cent des ménages de réfugiés dans la région de l'Est gagnent moins que le salaire minimum mensuel, le faible accès à la terre affectant négativement la production agricole et les activités d'élevage. Ces conditions précaires sont encore aggravées par l'insuffisance de l'aide humanitaire et la pandémie COVID-19 en cours. Une étude réalisée par OCHA en 2017 a révélé que les ménages de réfugiés s'engageaient dans des mécanismes d'adaptation afin de mieux leur permettre d'être autonomes et de s'intégrer ensuite dans la communauté d'accueil en investissant dans l'agriculture, l'élevage et le petit commerce.

En outre, le camp de Minawao, dans l'Extrême-Nord, accueille environ 68 000 réfugiés fuyant l'insurrection de Boko Haram dans le nord-est du Nigeria (HCR, septembre 2020). Bien que ces réfugiés (67 579) aient récemment reçu une ration alimentaire de deux mois du PAM, la réduction du financement humanitaire augmente les écarts de consommation alimentaire. De plus, la plupart des réfugiés arrivent affaiblis, sans aucun bien productif, et confrontés à une législation nationale défavorable en matière d'accès à la terre.

En raison d'une production acceptable au cours de la dernière saison, la plupart des ménages pauvres des régions du sud du pays consomment actuellement leurs propres récoltes et le feront jusqu'en janvier/février 2021. En plus d'une consommation alimentaire acceptable, les revenus moyens provenant de la vente de cultures vivrières et de rente renforcent les moyens de subsistance et les maintiennent donc dans une situation de sécurité alimentaire Minimale (Phase 1 de l'IPC). En outre, pour les ménages pauvres des régions du nord où la production est estimée moyenne, les récoltes en cours de cultures pluviales améliorent l'accès à la nourriture et les revenus provenant de la vente des nouvelles récoltes, ce qui porte leurs conditions de sécurité alimentaire à un niveau Minimale (Phase 1 de l'IPC) jusqu'en mai 2021. Toutefois, les ménages pauvres des départements où les attaques de Boko Haram sont fréquentes (Mayo Sava, Logone et Chari et May Tsanaga) et les inondations (Mayo Danay) sont toujours confrontés à une insécurité alimentaire aiguë (Phase 2 de l'IPC), bien que la disponibilité alimentaire soit susceptible de s'améliorer à mesure que les récoltes s'intensifient. Les réfugiés nigérians dans le camp de Minawao dans le département de Mayo Tsanaga sont également confrontés à une sécurité alimentaire de Stress (Phase 2 de l'IPC), grâce aux assistances humanitaires en cours.

Dans le Nord-Ouest et Sud-Ouest, quatre années consécutives de production inférieure à la moyenne exposent les ménages pauvres des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest touchées par le conflit à des résultats de sécurité alimentaire médiocres plus tôt que prévu. Les récoltes récentes s'épuisent précocement, résultant a des prix au-dessus de la moyenne, et bien que les ménages pauvres soient encore en situation de Stress (Phase 2 de l'IPC), ceux qui vivent dans des zones inaccessibles et non sécurisées comme Wabane dans le département du Lebialem (SW) et Fungom dans le département du Menchum (NW) sont déjà confrontés à des situations de sécurité alimentaire de Crise (Phase 3 de l'IPC).

Malgré les récentes récoltes, les prix élevés des aliments de base résultant d'une demande accrue, les faibles revenus du bétail et de l'agriculture causés par un accès limité aux terres et aux intrants, l'insuffisance de l'aide humanitaire et la pandémie COVID-19 entraînent une consommation alimentaire et des moyens de subsistance négatifs et exposent les réfugiés centrafricains des régions de l'Est ( Kadey et Lom et Djerem) et de l'Adamawa (Mbere) à une insécurité alimentaire de Stresse (Phase 2 de l'IPC).

*Suppositions*

Le scénario de sécurité alimentaire le plus probable d'octobre 2020 à mai 2021 est basé sur des hypothèses fondamentales, en rapport avec l'évolution du contexte national, qui sont:

- **Impact de la pandémie COVID-19 sur l'économie et les moyens de subsistance :** Le secteur informel du Cameroun et son économie en général continueront de fonctionner à des niveaux inférieurs à la normale, le retour à la normale devant prendre du temps malgré les efforts en cours et prévus par le gouvernement pour atténuer l'effet de la pandémie.

- **Pluviométrie :** Un début de saison normal est prévu en mars 2021 dans la partie sud du pays. Les prévisions indiquent que le pays recevra des précipitations moyennes à supérieures à la moyenne tout au long de la saison des pluies 2021 (NNME).

- **Production agricole :** Outre les conflits et l'insécurité actuels, les perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales et la fermeture des frontières due à COVID-19 réduiront l'accès aux intrants agricoles lors de la prochaine campagne agricole. Toutefois, les conditions climatiques favorables prévues, ainsi que l'augmentation prévue du soutien aux intrants de la part du gouvernement pour atténuer l'impact de COVID-19, permettront de maintenir un engagement moyen ou légèrement supérieur à la moyenne des activités agricoles à partir de mars 2021, sauf dans les zones de conflit où les populations agricoles restent déplacées avec une accessibilité restrient.

- **Transhumance et commerce transfrontaliers** : La transhumance et le commerce transfrontaliers avec le Nigeria, le Tchad, le Soudan et la République Centrafricaine restera en dessous des niveaux normaux. Le flux de céréales entre le nord du Nigeria et le nord du Cameroun devrait ralentir jusqu'en novembre 2020. Le flux de bétail vers le Gabon, la Guinée équatoriale et le Tchad continuera à être limité par la pandémie de COVID-19, l'éloignement social, la crainte de la contamination et le renforcement des contrôles de police et de douane, y compris la fermeture des frontières.

- **Production pastorale** : Les contraintes liées à la transhumance dégraderont davantage les pâturages pendant la saison sèche, et causeront des conflits potentiels à mesure que les troupeaux se déplacent dans le pays et vers le sud à la recherche de pâturages et d'eau.

- **Approvisionnement du marché en céréales de base** : Les stocks des commerçants (maïs, sorgho, millet, riz) devraient être supérieurs à la moyenne à la suite des récentes récoltes et de la future production de contre-saison. Toutefois, les restrictions COVID-19 imposées par les grands pays producteurs et les importations continueront probablement à perturber les chaînes d'approvisionnement mondiales et à augmenter les coûts de transaction, ce qui entraînera une baisse de l'offre sur le marché et des prix du riz importé supérieurs à la moyenne.

- **Prix des aliments de base** : Les prix des denrées alimentaires de base dans tout le pays devraient être proches de la moyenne et suivre les tendances saisonnières typiques, mais augmenteront à partir de décembre en raison des fêtes de Noël et du Nouvel An et de l'épuisement des stocks. Pour les régions en conflit, les prix pourraient commencer à augmenter plus tôt que la normale et rester supérieurs à la moyenne quinquennale, car les stocks s'épuisent prématurément en raison d'une production inférieure à la moyenne. Grâce à la restauration progressive du système de transport et à la réduction de la crainte de la contamination par la population, il est probable que le flux d'aliments produits localement vers les villes en provenance des zones rurales continuera de s'améliorer et finira par revenir à la normale même si la pandémie persiste.

- **Fonctionnement du marché dans les régions en conflit** : Les activités de marché et de commerce dans les principaux marchés d'élevage et de cultures vivrières de l'Extrême-Nord et des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest resteront entravées par l'insécurité et les conflits persistants, avec une réduction attendue du nombre de commerçants et des niveaux de l'offre ou de la demande sur le marché par rapport à la normale.

- **Les revenus agricoles** : Les revenus agricoles devraient s'améliorer au cours des prochains mois, car les ménages vendent les récoltes récentes. Toutefois, comme les stocks s'épuisent généralement à partir de janvier, les ménages pauvres devraient recourir à des activités génératrices de revenus alternatives ou les renforcer, comme le petit commerce et le travail non agricole. Dans les régions en conflit, les revenus provenant de la vente des produits agricoles resteront

inférieurs à la moyenne, car les stocks devraient s'épuiser dès octobre en raison des récoltes inférieures à la moyenne de la saison en cours. En raison du ralentissement économique lié aux mesures de contrôle mises en place contre la propagation du COVID-19, les activités des entreprises continueront d'être perturbées, ce qui entraînera des pertes d'emplois et une diminution de la demande de main-d'œuvre dans les centres urbains

- **Conflits et insécurité :** Les conflits dans le Nord-Ouest, Sud-Ouest et l'insécurité de Boko Haram dans l'Extrême-Nord devraient se poursuivre tout au long de la période de projection. Les déplacements de population et l'afflux de réfugiés devraient se poursuivre et s'intensifier dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest si le conflit se poursuit à la suite des scrutins régionaux de décembre et/ou lors d'autres célébrations nationales.

### *Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire*

En raison d'une production moyenne au cours de la dernière saison dans la plupart du pays, les ménages pauvres consommeront leurs propres récoltes entre octobre 2020 et janvier/février 2021. Pour les ménages du sud du pays, les stocks des dernières récoltes devraient suivre l'épuisement saisonnier typique, les niveaux les plus bas étant attendus pendant la période de soudure, de mars à mai 2021. Les prix devraient donc augmenter lorsque l'offre du marché diminuera. Les ménages pauvres de tout le pays devraient continuer à connaître une insécurité alimentaire Minimale (Phase 1 de l'IPC) tout au long de la période de projection. Les ménages pauvres de Yaoundé et Douala, qui ont été les plus touchés par la perte de revenus due aux restrictions de COVID-19, commenceront à connaître des résultats de Stress (IPC Phase 2) en mars 2021, car les prix suivent leurs augmentations saisonnières et restent supérieurs à la moyenne.

Quatre années consécutives de production inférieure à la moyenne et de perte de moyens de subsistance auront encore un impact négatif sur les ménages pauvres dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest touchées par le conflit et le COVID-19, entraînant une détérioration précoce de leurs situations de sécurité alimentaire. Comme les récoltes récentes continuent de s'épuiser tôt, les prix devraient encore augmenter au-dessus de la moyenne. D'ici novembre, la majorité des ménages pauvres du Nord-Ouest et du Sud-Ouest seront confrontés à la Crise (Phase 3 de l'IPC) jusqu'en mai 2021. En outre, les régions accueillant des personnes déplacées des régions de Nord-Ouest et Sud-Ouest (départements de Bamboutous et de Menoua dans la région Ouest) seront probablement exposées à des situations d'insécurité alimentaire Stress (phase 2 de l'IPC) dès le mois de novembre 2020.

Dans l'Extrême Nord, où la production est estimée moyenne, les récoltes en cours des cultures pluviales et les récoltes de contre-saison qui commenceront en mars 2021 devraient améliorer les conditions de sécurité alimentaire des ménages pauvres et renforcer l'insécurité alimentaire de Minimale (Phase 1 du IPC) entre octobre 2020 et mai 2021, sauf à Mayo Sava, Mayo Tsanaga et Logone et Chari, qui subissent de fréquentes attaques à Boko Haram, ainsi qu'à Mayo Danay, qui connaît de fortes inondations, où ils pourraient être confrontés à une insécurité alimentaire aiguë en situation de Stress (Phase 2 de l'IPC). L'assistance alimentaire permet aux réfugiés dans le camp de Minawao de rester dans une insécurité alimentaire de Stress (Phase 2 ! de l'IPC).

Les réfugiés dans les camps/sites aménagés et ceux qui vivent dans les communautés d'accueil dans l'Est, l'Adamawa et l'Extrême Nord continueront à être confrontés à des situations de sécurité alimentaire de Stress (Phase 2 de l'IPC) tout au long de la période de projection en raison de la difficulté d'accéder à des terres productives et à des micro-crédits. Cependant, les ménages de réfugiés qui font dans les activités d'élevage, la production agricole et le petit commerce sont partiellement ou totalement autonomes, ont de bonnes conditions de sécurité alimentaire.

### *Evènements qui pourraient changer les scenarios*

Événements possibles au cours des six mois à venir qui pourraient changer le scénario le plus probable.

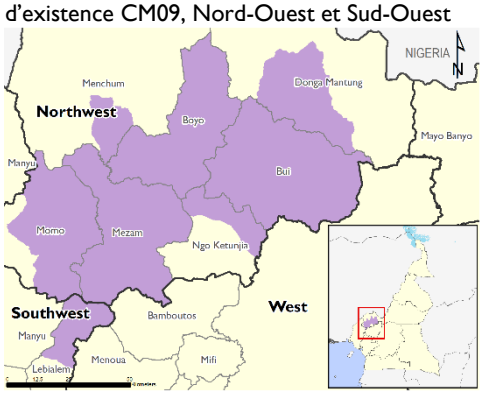
| Zone | Evénements | Impact sur les conditions de la sécurité alimentaire |
|---|---|---|
| National | Une deuxième vague de la pandémie COVID-19 | Le gouvernement peut réintroduire ou intensifier les mesures de confinement qui ralentissent davantage l'économie et le secteur informel. La réduction des envois de fonds de la diaspora dans les pays connaissant également une deuxième vague. |
| | Augmentation de l'aide alimentaire aux ménages pauvres touchés par COVID-19 | Peut améliorer l'accès à la nourriture pour les communautés touchées par la pandémie COVID-19, en particulier les personnes déplacées et les réfugiés dans les villes urbaines. |
| | Overture des frontières | La réouverture des frontières facilitera la circulation des marchandises, y compris des denrées alimentaires, et renforcera le commerce transfrontalier, augmentant ainsi les opportunités de moyens de subsistance pour les ménages pauvres |

## ZONES DE PREOCCUPATION

### *Nord-Ouest et Sud-Ouest, zones de moyens d'existences CM09*

*Situation actuelle*

**Figure 1.** Carte de la zone de moyens d'existence CM09, Nord-Ouest et Sud-Ouest




Source: *FEWS NET*

**La production agricole :** Malgré des conditions climatiques favorables, la production agricole a connu sa quatrième année consécutive de production inférieure à la moyenne en raison du conflit sociopolitique en cours qui provoquent le déplacement des populations agricoles, l'abandon des terres agricoles, le blocage des pistes agricoles, la difficulté d'accès aux intrants agricoles et aux autres services de vulgarisation et la réduction des jours d'exploitation en raison du nombre accru de jours de ville mortes. Par rapport à une année sans conflit, les superficies totales cultivées en maïs et en riz ont connu une baisse d'environ 30 pour cent et 50 pour cent respectivement chaque année entre 2017 et 2020 (rapports annuels du MINADER). Les récoltes de maïs de la campagne 2020 ont baissé de 47 pour cent dans le Sud-Ouest et de 31 pour cent dans le Nord-Ouest (MINADER 2020, RDARD NW et SW). Les récoltes de maïs ont baissé jusqu'à 54 pour cent par rapport à la campagne 2019 dans Lebialem, l'une des départements les plus touchées par le conflit dans la région du Sud-Ouest.
La production de riz de la saison principale et la production de maïs, de pommes de terre et de haricots de la saison secondaire restent inférieures à la moyenne, car la plupart des plaines fertiles et des systèmes d'irrigation généralement utilisés pour la saison secondaire sont devenus inaccessibles. Toutefois, par rapport aux années normales, un plus grand nombre de ménages pauvres se lancent dans le jardinage de contre-saison comme source alternative de nourriture et de revenus pour compenser les pertes associées à la COVID-19. Au 30 août 2020, 5200 personnes déplacées et affectées ont reçu une aide en nature des organisations humanitaires pour le jardinage à domicile, y compris des subventions pour les petites entreprises et la production de volaille (Cluster Sécurité alimentaire pour le NWSW 23 septembre 2020).
Les principales cultures de rente, telles que le cacao et le café, continuent d'enregistrer une production inférieure à la moyenne par rapport aux années sans conflit, principalement en raison de la réduction de l'accès aux plantations et de leur abandon, de l'accès inadéquat aux intrants et du coût accru de la main-d'œuvre des plantations. Les récoltes de cacao et de café robusta ont chuté de 72 pour cent et 22 pour cent par rapport à la dernière saison dans la région du Sud-Ouest. Le Nord-Ouest a connu une baisse de plus de 50 pour cent par rapport à l'année dernière, contribuant à seulement 0,43 pour cent des ventes nationales à la production, contre plus de 5 pour cent les années sans conflit.

**Production animale :** Des précipitations moyennes à supérieures à la moyenne tout au long de la saison jusqu'à la fin septembre favorisent des pâturages et un approvisionnement en eau adéquats, ce qui permet au bétail de bénéficier de bonnes conditions physiques. Toutefois, la production animale reste inférieure à la moyenne en raison d'un accès réduit aux produits vétérinaires, aux services de vulgarisation et aux compléments alimentaires. Le nombre de troupeaux reste faible par rapport aux années sans conflit, car de nombreux éleveurs ont déplacé leurs animaux vers des zones plus sécurisées en raison de l'augmentation des vols, des saisies et des pertes de bétail.

**Revenu agricole :** Les ménages touchés dans les régions en conflit continuent d'avoir des revenus agricoles très faibles après des années consécutives de production et de commercialisation inférieures à la moyenne. Trois semaines de troubles, la fermeture des marchés et le blocage des routes à Kumbo, Ndop et Nkambe en juillet et août, et une autre en septembre 2020 ont considérablement perturbé l'accès des producteurs aux marchés urbains, obligeant les ménages pauvres à vendre leurs légumes et autres denrées périssables à des prix plus bas. L'accès aux bassins de production est actuellement encore plus difficile en raison de la précarité des routes reliant les champs aux marchés, aggravée par les fortes précipitations et/ou les longues périodes d'absence d'entretien. En raison du besoin de revenus supplémentaires pour envoyer leurs enfants à l'école dans des régions plus sécurisées, la récente rentrée scolaire a vu les ménages pauvres vendre une plus grande partie de leurs propres récoltes que d'habitude.
Par rapport aux années précédant le conflit, les revenus des ménages provenant des principales cultures de rente, du cacao et du café, sont restés inférieurs à la moyenne, en raison d'une production inférieure à la moyenne et parce que les producteurs reçoivent des prix inférieurs aux prix officiels en raison d'un accès réduit à des points de vente les plus rentables. Dans les villes frontalières comme Idenau, Mamfe, Ikom, Sabongari, Ako, Misaje, les producteurs qui vendaient généralement aux coopératives et/ou aux agents locaux d'achat dans le pays avant le conflit font actuellement passer en contrebande la plupart de leurs récoltes au Nigeria où ils reçoivent des prix plus intéressants, souvent 40 à 50 pour cent supplémentaire par kg.
Le petit commerce dans les zones urbaines telles que Bamenda est en augmentation, car les ménages agricoles déplacés vendent maintenant des produits non alimentaires comme alternative. La rareté et l'augmentation du coût du pétrole domestique (environ 30 à 40 pour cent), ainsi que la baisse des disponibilités sur le marché, poussent plus de ménages que d'habitude à vendre du bois de chauffage et du charbon de bois. Toutefois, la réduction du nombre de jours de marché (à cause de confinement et les jours de ville morte), la crainte d'une contamination par COVID-19 et la distanciation sociale ralentissent les petits commerces, ce qui réduit encore les revenus des ménages.

**Main d'œuvre agricole :** L'offre de main-d'œuvre pendant la principale campagne agricole de 2020 a été inférieure à la moyenne par rapport aux années normales, car la population rurale active reste déplacée vers d'autres régions ou recrutée par des groupes armés non étatiques. Cependant, un afflux de personnes déplacées revenant dans la région suite au ralentissement économique causé par COVID-19 a augmenté la main-d'œuvre agricole. L'OCHA (août 2020) fait état d'environ 204 000 anciens déplacés internes de retour dans les régions du nord-ouest et du sud-ouest. En outre, en raison de la fermeture des écoles prolongée due au conflit et à COVID-19, les enfants non scolarisés continuent de renforcer la main-d'œuvre agricole des ménages.
Cependant, la demande de main-d'œuvre agricole dépasse toujours l'offre et les salaires journaliers de la main-d'œuvre agricole dans la plupart des régions de conflit restent environ 20 pour cent plus élevés que la normale, les ménages pauvres ne pouvant pas embaucher de main-d'œuvre.

**Les marchés :** L'approvisionnement des marchés en denrées alimentaires de base produites localement dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest a augmenté à la suite des récoltes de juillet, mais est resté inférieur à la moyenne. Outre les restrictions des flux commerciaux entre les régions du Nord-Ouest, Sud-Ouest et d'autres parties du pays dues au conflit en cours, ainsi que la réduction des importations causée par la perturbation des chaînes d'approvisionnement mondiales due au COVID-19, l'approvisionnement en riz et en poisson importés continue d'être insuffisant. Certaines localités rurales dans les départements de Donga Mantung, Momo, Lebialem n'ont pas été approvisionnées en riz ou en poisson de mer depuis 2018. Les nouvelles récoltes de cette saison ont stabilisé et réduit les prix de la plupart des denrées de base, les prix de septembre ayant baissé de 18 à 35 pour cent par rapport aux mois de soudure. Toutefois, l'approvisionnement des principales denrées de base reste inférieur à la moyenne et les prix restent supérieurs à leurs moyennes sur cinq ans. En raison des récents confinements et de l'intensification des combats qui ont empêché le flux des récentes récoltes des bassins de production vers les marchés urbains, les principaux marchés de Bamenda ont connu une forte hausse des prix entre septembre et août, le prix du maïs ayant augmenté de 18 pour cent. Par rapport à d'autres années de conflit (2016/2017), les prix du maïs à Bamenda depuis 2018 se sont rapprochés des moyennes de cinq ans, probablement en raison d'une augmentation des approvisionnements supplémentaires en provenance de la région de l'Ouest. D'autre part, les prix du riz importé restent supérieurs de 30 pour cent ou plus à ceux des années précédant le conflit, dans les zones rurales comme urbaines, et n'ont pas été affectés par l'évolution du prix du maïs, un substitut important.
**Commerce transfrontalier avec le Nigeria :** La fermeture des corridors commerciaux Bamenda-Mamfe-Ekok et Kumba-Mamfe-Ekok-Nigeria depuis août 2019 en raison du conflit en cours et des contrôles routiers renforcés par les autorités sanitaires et douanières du fait de la pandémie de COVID-19 continue d'entraver l'acheminement des produits d'exportation typiques comme la tomate, le tapioca, le café et le cacao, ainsi que l'Okok (Gnetum) et le riz vers le Nigeria. Cependant, les

activités d'exportation informelles (contrebande) sont encore courantes, bien qu'à une échelle plus réduite, sur des routes commerciales plus petites et informelles vers le Nigeria.

**Conflit en cours et déplacement de population :** Les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest enregistrent actuellement 679 393 personnes déplacées, 263 000 retournés (204 000 anciens déplacés et 59 000 anciens réfugiés du Nigeria) selon OCHA (août 2020). Une recrudescence des combats et des attaques en août et septembre a déplacé environ 11 718 personnes dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest avec 10 200 personnes seule dans la région du nord-ouest (OCHA, août 2020) suite à la campagne gouvernementale "Opération Clean Bamenda". Les attaques contre les acteurs politiques, les élèves et les enseignants ont été élevées. La rentrée scolaire dans d'autres régions du pays a également provoqué un déplacement massif de la population scolaire vers d'autres régions.

**Aide humanitaire :** Les distributions des vivres en cours menées par le Programme Alimentaire Mondial respectent les mesures de sécurité et d'hygiène de base afin de réduire la propagation du virus COVID-19 dans les points de distribution des vivres. En août 2020, un total de 234 449 personnes (153144 dans le Nord-Ouest et 81 305 dans le Sud-Ouest) ont reçu une aide alimentaire et une aide aux moyens de subsistance. Toutefois, les contraintes de financement et les difficultés opérationnelles freinent les activités humanitaires dans ces régions. L'analyse des lacunes effectuée par le Cluster Sécurité Alimentaire du Nord-Ouest, Sud-Ouest montre qu'en août 2020, seulement 44 pour cent du nombre de personnes ciblées avaient reçu une aide pour la nourriture.

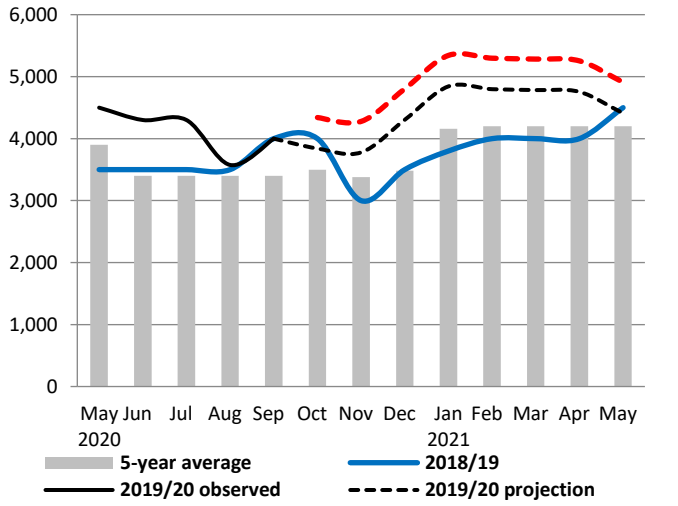
**Résultats actuels de la sécurité alimentaire :** Trois mois après le début de la récolte, qui a été inférieure à la moyenne pour la quatrième saison consécutive, les prix se sont stabilisés ou ont diminué dans la plupart des régions, à l'exception de Bamenda où les prix ont augmenté d'environ 10 à 18 pour cent au cours du dernier mois en raison d'un faible approvisionnement des zones rurales. La demande du marché est faible car la plupart des ménages continuent à consommer leurs propres récoltes, et sont dans une insécurité alimentaire de Stress (Phase 2 de l'IPC). La majorité des ménages dans les zones les plus touchées par le conflit et les plus inaccessibles des arrondissements de Wabane, Fungom, Zhoa, Nwa, Njikwa et Furu-Awa sont déjà confrontés à un épuisement total ou quasi total des stocks en raison de très faibles récoltes et d'un accès réduit aux marchés. Par conséquent, les ménages de ces localités emploient des stratégies d'adaptation à la crise telle que la limitation des portions de nourriture, la réduction du nombre de repas par jour et le recours à des aliments moins préférés ou moins chers afin d'avoir l'accès à la nourriture. Les ménages de ces localités sont actuellement en situation de Crise (Phase 3 de l'IPC) d'insécurité alimentaire aiguë.

*Suppositions :*

- **Conflit et insécurité :** Les élections des conseillers régionaux annoncées pour le 6 décembre 2020 et d'autres célébrations nationales pendant la période de projection devraient accroître les tensions et les combats**.**
- **La production agricole :** Les activités agricoles de la campagne agricole 2021 continueront d'être perturbées, ce qui maintiendra les perspectives de production en dessous de la moyenne par rapport aux années précédant le conflit. L'offre d'intrants sur le marché sera toujours réduite et diminuera l'accès des ménages pauvres aux marchés.
- **L'offre et les prix des marchés :** Les mois à venir seront caractérisés par un épuisement précoce mais saisonnier typique des stocks en raison d'une production agricole inférieure à la moyenne au cours de la dernière saison. Les récoltes de contre-saison inférieures à la moyenne attendues en décembre n'influenceront probablement pas les prix de manière significative. Bien que le riz produit localement et nouvellement récolté soit attendu sur le marché à partir de novembre, les prix du riz importé pourraient rester de 20 à 40 pour cent supérieurs à la normale. Après décembre, les prix devraient rester élevés et/ou continuer à augmenter pendant la période de soudure jusqu'aux nouvelles récoltes de juillet. En outre, l'approvisionnement en denrées alimentaires de base dans les centres urbains devrait rester inférieur à la normale en raison du mauvais réseau routier, des barrages routiers liés au conflit et des couvre-feux qui limitent l'accès aux bassins de production et aux marchés.

- **Commerce transfrontalier avec le Nigeria :** Les blocages à la frontière à Ekok et Idenau en raison du conflit en cours, la fermeture des frontières terrestres par le gouvernement nigérian et la pandémie COVID-19 continueront à maintenir ces routes commerciales à un niveau opérationnel minimum.
- **Revenu agricole :** Les revenus agricoles resteront inférieurs à la moyenne. La diminution de la production de produits à valeur ajoutée pour le riz, le café et le cacao continuera à avoir un impact négatif sur les revenus des producteurs.
  Les barrages routiers et l'insécurité continuent de réduire l'accès aux bassins de production, ce qui pousse les producteurs à vendre à des prix en dessous de la moyenne. Cependant, le maraîchage avec l'appui des partenaires humanitaires en matière d'intrants devient une source de revenus importante pour les ménages pauvres déplacés, et il est prévu que dans les prochains mois, les ventes de cultures maraîchères augmenteront les revenus des ménages.
- **Les revenus provenant d'autres sources :** Le transfert d'argent vers les zones rurales par des proches travaillant dans les villes restera inférieur à la moyenne. Pendant la prochaine période de soudure, de mars à mai 2021, les ménages pauvres devraient se tourner vers la vente de bois, de charbon de bois et d'autres petits commerces pour leurs revenus quotidiens, en attendant de nouvelles récoltes.

**Figure 2**: Bamenda, prix de maïs (jaune) 18kg en détail




Source : Estimations FEWS NET basées sur les données du MINADER/DDARD

- **La main œuvre agricole :** L'offre et la demande de main-d'œuvre agricole devraient rester inférieures à la moyenne pendant la saison agricole 2021 qui commence en janvier. Le salaire journalier devrait rester de 30 à 60 pour cent plus élevé qu'avant la crise.
- **Assistance humanitaire :** Les contraintes de financement et les difficultés opérationnelles continueront à entraver les activités humanitaires dans ces régions. Selon le rapport de juillet 2020 du Cluster Sécurité Alimentaire, 242 684 personnes sur les 513 180 personnes ciblées ont été assistées (en nature ou en espèces/bons) avec un écart de 50pour cent.

### *Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire*

Bien que les ménages pauvres soient actuellement en mesure de satisfaire leurs besoins alimentaires de base, une insécurité alimentaire de Crise (IPC Phase 3) est attendue pour la plupart des ménages pauvres des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest dès novembre, puisque les stocks s'épuisent précocement. Les prix actuels atypiquement élevés qui devraient persister ou continuer à augmenter pendant la période de soudure et les revenus inférieurs à la moyenne devraient obliger les ménages pauvres à s'engager plus tôt dans des stratégies de survie de crise. Cependant, les endroits insécurisés et inaccessibles, qui n'ont pas été cultivés au cours de la dernière saison et n'ont pas accès à l'aide humanitaire ni aux marchés, connaissent déjà des situations de sécurité alimentaire de Crise (Phase 3 de l'IPC) et un petit nombre de ménages (moins de 0,5 pour cent) pourrait se dégrader en situation d'Urgence (Phase 4 de l'IPC).
L'épuisement total ou quasi- total des stocks, attendu à partir de février/mars 2021, entraînera une augmentation du nombre de personnes en situation de Crise (Phase 3 de l'IPC) et maintiendra la sécurité alimentaire à un niveau élevé pendant la période de soudure de mars à mai 2021. Les prix devraient augmenter et la dépendance vis-à-vis du marché devrait être élevée dans un contexte de faible pouvoir d'achat.

*Evènements qui pourraient changer le scenario*

Événements possibles au cours des six mois à venir qui pourraient changer le scénario le plus probable.

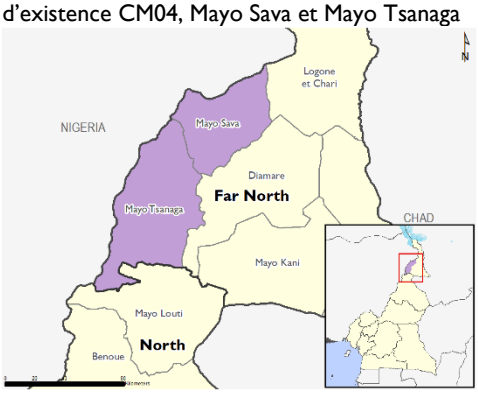
| Zone | Evénements | Impact sur les conditions de la sécurité alimentaire |
|---|---|---|
| Nord-Ouest, Sud Ouest | Une résolution de la crise sociopolitique en cours | -Augmentation des denrées alimentaires consommées de sa propre production, amélioration des revenus agricoles, prix normaux des denrées alimentaires de base<br>-Amélioration de l'accès aux services de vulgarisation et aux services vétérinaires, aux outils et aux intrants agricoles de base<br>-Améliorer le fonctionnement du marché et l'accès aux marchés régionaux et nationaux<br>-Renforcer les investissements publics et privés, |
| | Une aggravation des tensions et de l'insécurité | - Une baisse des disponibilités alimentaires, de l'accès à la nourriture et des revenus agricoles |
| | Une augmentation de l'aide humanitaire surtout dans les zones inaccessibles | - Amélioration de la consommation alimentaire dans les zones inaccessibles<br>-L'aide en transfert monétaire ou sous forme de bons peut améliorer l'accès à la nourriture |
| | Ouverture des frontières avec le Nigeria | - La relance du commerce transfrontalier et de la transhumance |

***Zone de moyens d'existence CM04- Mayo Sava et Mayo Tsanaga***

*Situation actuelle*

**La production agricole** : Les ménages des régions du Grand Nord récoltent actuellement du maïs, du sorgho, du millet et des légumineuses, et consomment donc leur propre production, estimé moyenne dans la plupart de la région. Cependant, les fréquentes attaques de Boko Haram dans certaines localités de Mayo Sava, Logone et Chari et Mayo Tsanaga continue à affecter négativement l'engagement des populations dans les activités agricoles, réduisant la surface cultivée légèrement en dessous de la moyenne. En plus de l'insécurité, la fermeture des frontières, les perturbations dans les chaînes d'approvisionnement mondiales et la lenteur du système de transport national causée par COVID-19 ont limité l'importation et la distribution des intrants agricoles. Toutefois, ces impactes ont été atténué par une augmentation du soutien apporté par le gouvernement et les organisations internationales et locales sous forme d'engrais, de semences améliorées de céréales et de légumineuses, de petits outils agricoles (houes, coutelas), de pulvérisateurs et de motopompes, y compris des transferts monétaires.

**Figure 3.** Carte de la zone de moyens d'existence CM04, Mayo Sava et Mayo Tsanaga




Source: *FEWS NET*

Les précipitations supérieures à la moyenne qui ont commencé en août et ont entraîné des inondations généralisées en septembre et octobre auraient des répercussions importantes sur la quantité de cultures et la qualité des céréales. La FICR (octobre 2020) fait état d'environ 17 656 ha de terres agricoles déjà touchées et de 7 959 têtes de bétail détruites. Les inondations actuelles risquent d'être plus dévastatrices que celles de 2019, qui auraient causé plus de 5 à 10 pour cent de pertes de récoltes. Malgré les fortes pluies, les périodes de sécheresse de la mi-août ont exposé les cultures à un stress hydrique et ont eu un effet négatif sur la mise en place des niébés après les semis, bien que cet effet a été atténué à la suite de pluies régulières jusqu'à fin septembre et début octobre.

La production de céréales de contre-saison devrait compléter la récolte de céréales de la saison principale, bien que les pluies excessives d'octobre retardent les activités de préparation des terres et de semis, car la plupart des plaines sont encore inondées.

**Production animale** : Les pâturages et les ressources en eau sont adéquats et suffisants pour assurer de bonnes conditions corporelles au bétail. Toutefois, la fermeture des frontières en raison de l'insécurité et de la COVID-19 entrave la transhumance transfrontalière entre le Tchad et le Nigeria. En outre, les alertes précoces de septembre (FAO, SI, PNVRSA,

ACF) indiquent que la plupart des ménages ont vendu leur bétail ou l'ont déplacé vers les régions du Nord et de l'Adamawa en raison des inondations pour faire face aux prix atypiques des denrées alimentaires en juillet, août et septembre. Le nombre de têtes de bétail à Mayo Sava aurait baissé de 89 pour cent.

**Prix des céréales** : Malgré l'interdiction par le gouvernement d'exporter des céréales (maïs, sorgho, millet, sisal) de l'Extrême Nord vers le Nigeria entre juillet et novembre 2020 afin de stabiliser l'offre et les prix, les prix sont restés élevés jusqu'aux nouvelles récoltes d'octobre, après lequel ils se stabilisent. Les prix du maïs sont actuellement encore supérieurs de 30 pour cent à ceux de l'année dernière. Par rapport à la même période l'année dernière, les prix ont augmenté de 46 à 60 pour cent pour le sorgho, de 18 à 47 pour cent pour le maïs, tandis que les prix des oignons ont triplé. Comme le reste de la région, Mayo Danay et Logone et Chari ont continué à être confrontés à d'importants déficits, le sorgho et le maïs à Yagoua et à Kouserri se vendant respectivement 67-75pour cent et 18-41pour cent de plus que la même période l'année dernière.

**Fonctionnement et accès au marché transfrontalier** : Les flux commerciaux continuent d'être perturbés entre l'Extrême-Nord et les pays voisins (Tchad et Nigeria) en raison de la fermeture des frontières due à l'insécurité et le COVID-19. Bien que certaines activités commerciales informelles se poursuivent encore, les flux inférieurs à la moyenne limitent les possibilités de subsistance des ménages pauvres. L'exportation de céréales vers le Nigeria et le bassin du Grand Lac Tchad reste une source majeure de revenus pour les ménages pauvres du côté camerounais. Le gouvernement camerounais a en outre interdit les flux de céréales vers le Nigeria entre juillet et novembre afin de préserver les stocks nationaux. Les principaux marchés des localités durement touchées du Logone et du Chari, ainsi que les marchés frontaliers d'Amchide, de Fotokol, de Dabanga et de Doublé ont été fortement perturbés, avec des activités limitées.

**Situation sécuritaire :** Les attaques répétées et fréquentes contre les ménages, notamment dans les sites de personnes déplacées à Mayo Sava, Logone & Chari et Mayo Tsanaga, continuent de provoquer des déplacements de population et perturbent les activités agricoles en cours. Kolofata a récemment accueilli plus de 4 000 personnes déplacées à la suite d'attaques contre des sites de personnes déplacées (OCHA, octobre 2020).
L'afflux de réfugiés dans le camp de Minawao est en augmentation, avec un total de 68 000 personnes en septembre 2020.
Les personnes déplacées et les ménages pauvres dans la région de l'Extrême-Nord continuent de dépendre de l'assistance alimentaire et du soutien aux moyens de subsistance pour couvrir leurs besoins alimentaires et de survie. L'assistance alimentaire est principalement destinée aux personnes déplacées, aux réfugiés et à la population hôte vulnérable de Mayo Tsanaga, Mayo Sava et Logone & Chari touchés par la crise de Boko Haram. Au mois de septembre 2020, le PAM a fourni une aide alimentaire à environ 160 000 bénéficiaires (atteignant 90 pour cent prévus pour le mois) à travers les modalités en nature et transfert monétaire qui ont couvert 50 à 70 pour cent des rations alimentaires.

**Résultats actuels pour la sécurité alimentaire :** La sécurité alimentaire dans la région de s'améliore progressivement grâce aux nouvelles récoltes saisonnières depuis septembre 2020, en plus de l'aide alimentaire humanitaire continue du gouvernement et des organisations humanitaires. Les ménages de Mayo Sava, Mayo Tsanaga, et Logone et Chari connaissent actuellement des résultats de sécurité alimentaire Stresse (IPC Phase 2) suite à une production inférieure à la moyenne due à la réduction des activités agricoles suite au conflit et aux pertes de récoltes dues aux inondations. Les réfugiés de Minawao devraient être confrontés à une situation d'insécurité alimentaire de Stress (Phase 2 ! de l'IPC), l'aide alimentaire humanitaire empêchant toute nouvelle détérioration.

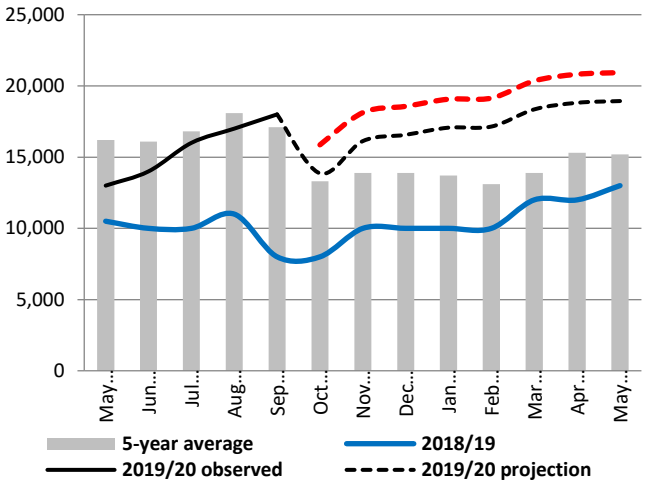
*Les suppositions*

- La production sera inférieure à la moyenne dans les régions de Mayo Sava, Mayo Tsanaga, Logone et Chari. Toutefois, les perspectives de récolte de la principale campagne agricole en cours dans le reste de l'Extrême Nord sont estimées moyennes et compenseront les pertes de production localisées. Les activités d'ensemencement pour la production céréalière de contre-saison risquent d'être retardées en raison de la sur-inondation des plaines irriguées.

- Les inondations généralisées qui ont commencé plus tôt que la normale en août 2020 et les périodes d'inondation plus prolongées auront probablement un impact et une gravité plus importants qu'en 2019, avec plus de 10 pour cent de pertes de récoltes prévues dans l'Extrême-Nord.

- Les prix devraient encore baisser avec la reconstitution des stocks lors de la nouvelle récolte, mais ils resteront supérieurs à ceux de l'année dernière et à la moyenne pendant toute la période de projection. La pandémie actuelle de COVID-19 pourrait également amener les commerçants à créer une rareté artificielle, ce qui ferait encore monter les prix. Bien que les frontières restent fermées en raison de la COVID-19 et de l'insécurité, l'exportation illégale de sorgho rouge vers le Nigeria pourrait reprendre après novembre, lorsque l'interdiction gouvernementale sera levée, ce qui réduira les stocks sur le marché de Maroua. Les récoltes de contre-saison en mars et avril devraient complémenter les récoltes principales et maintenir les prix des produits de base jusqu'en mai 2021.

**Figure 4:** Maroua Cameroun sorgho (rouge) 100kg en gros




Source: FEWS NET Estimations basées sur les données de DRADER, Extrême-Nord

- Le flux régional de marchandises vers le Nigeria, la République Centrafricaine et le Tchad restera inférieur à la moyenne en raison de la fermeture des frontières terrestres. La pandémie COVID-19 continuera à perturber les flux sur le corridor Douala-Kousseri-Djamena et les corridors Maiduguri-Maroua et Maiduguri-Kousseri en raison de la lenteur du réseau de transport associée au renforcement des contrôles de police et de douane. Le flux de céréales entre le nord du Nigeria et le nord du Cameroun devrait ralentir jusqu'en novembre 2020 suite à l'interdiction par le gouvernement camerounais de l'exportation illégale de toutes les céréales (maïs, sorgho, millet, sisal) vers le Nigeria.
- Une récente augmentation des attaques de Boko Haram dans les localités peu sûres de Mayo Sava, Logone et Charis et Mayo Tsanaga, entraînera une augmentation de personnes déplacées et de réfugiés.

*Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire*

Les récoltes en cours améliorent l'accès à la nourriture et les revenus des ménages grâce à la vente de leurs propres récoltes pour de nombreux ménages pauvres de la région, bien que l'insécurité dans certaines localités frontalières de Mayo Sava, Mayo Tsanaga et Logone & Chari oblige de nombreuses personnes à fuir en abandonnant leurs terres agricoles. La plupart des ménages pauvres de Mayo Sava, Mayo Tsanaga et Logone & Chari touchés par l'insurrection de Boko Haram devront faire face à une situation d'insécurité alimentaire Stress (Phase 2 de l'IPC) jusqu'en mai 2021, leurs activités de subsistance étant perturbées, en plus de leur faible pouvoir d'achat. L'assistance alimentaire permettra de maintenir la sécurité alimentaire des 68171 dans la région de Minawao en situation de Stress (Phase 2 ! de l'IPC) pendant toute la période de projection.

*Evènements qui pourraient changer le scenario*

Événements possibles au cours des six mois à venir qui pourraient changer le scénario le plus probable.

| Zone | Evénements | Impact sur les conditions de la sécurité alimentaire |
|---|---|---|
| Extreme-Nord | Ouverture de la frontière avec le Nigeria | Les moyens de subsistance de la plupart des ménages pauvres seront améliorés, car la vente de céréales au Nigeria est une source de revenus importante pour la plupart des ménages pauvres |
| | Réduction des activités des insurgés dans les localités frontalières | Cela entraînera le retour de nombreux ménages pauvres dans leur localité d'origine et la reprise des activités génératrices de revenus. |
| | Augmentation du taux de contamination de COVID-19 qui pourrait conduire au confinement | L'augmentation des confinements et la fermeture des frontières ralentiront les activités économiques, en particulier les activités transfrontalières qui auront un effet négatif sur les sources de revenus des ménages pauvres |
| | Inondations prolongées | Si les pluies se poursuivent jusqu'à la fin octobre, elles pourraient causer des dommages aux cultures dans les champs, la perte des semis de sorgho de saison sèche dans les pépinières et une réduction de la surface totale à planter pour la deuxième saison de culture |
| | Augmentation de l'aide alimentaire humanitaire | Une augmentation de l'aide alimentaire humanitaire dans l'Extrême-Nord pourrait entraîner une hausse des achats de céréales, y compris de sorgho rouge, par les ONG, ce qui pourrait réduire l'offre sur le marché de Maroua et, partant, faire monter le prix du sorgho au-delà des prévisions. La délégation régionale du commerce pour l'Extrême-Nord a récemment déclaré que des ONG achetaient massivement des céréales pour satisfaire la demande de la population dans les zones de conflit, y compris dans les régions de l'Est et de l'Adamawa. |

## AUTRES ZONES DE PRÉOCCUPATION

### *Les centres urbains de Yaoundé et Douala*

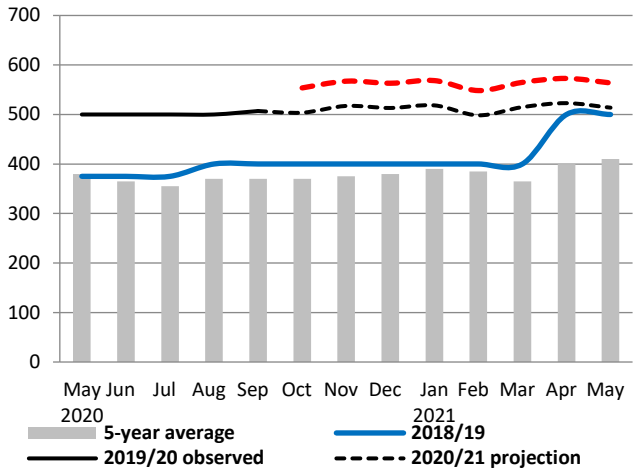
*Situation actuelle*

La pandémie de COVID-19 et les mesures de contrôle de sa propagation continuent à affecter négativement les activités économiques dans les centres urbains. Les ménages urbains pauvres, dont 9 461 réfugiés à Douala et 14 418 à Yaoundé (HCR, septembre 2020), sont les plus touchés par le ralentissement de l'économie et la perte d'activités génératrices de revenus. Une étude réalisée par le HCR et Plan International pour évaluer l'impact de COVID-19 sur les moyens de subsistance des réfugiés urbains à Yaoundé et Douala un mois après le début de la pandémie a révélé qu'environ 80 pour cent avaient perdu leur emploi, 93 pour cent avaient des difficultés à satisfaire les besoins alimentaires quotidiens et 46 pour cent avaient des revenus inférieurs aux seuils du salaire minimum.

Malgré l'assouplissement de certaines de ces restrictions depuis le 1er mai 2020, une baisse des activités économiques continue d'affecter les moyens de subsistance. Une étude récente (septembre 2020) financée par l'OCHA pour évaluer les besoins des personnes déplacées à Yaoundé a indiqué que 68 pour cent d'entre elles ont des revenus inférieurs aux seuils du salaire minimum.

Les prix actuels des principales denrées alimentaires de base restent plus élevés que l'année dernière et leur moyenne sur cinq ans, les prix des plantains, des bananes, des macabos et du poisson étant supérieurs de 10 pour cent à leur niveau saisonnier, en raison d'un approvisionnement du marché inférieur à la moyenne et aussi à cause de la spéculation et de la pénurie artificielle créée par certains grossistes.

**Figure 5:** Riz de Yaoundé Cameroun (importé) XAF/kg Vente au détail




Source: Estimations de FEWS NET basées sur les données du MINADER/DDARD et des Agents enquêteurs de FEWS NET

L'approvisionnement en riz importé est resté inférieur à la moyenne depuis la pandémie COVID-19, avec des restrictions mondiales et la fermeture des frontières terrestres et maritimes qui ont perturbé les importations. Les stocks de riz très bas en mai ont entraîné une forte hausse des prix de 25 pour cent entre mai et juin 2020, et les prix sont restés de 40 à 42 pour cent plus élevés que pour la même période l'année dernière et comparé à la moyenne. Afin d'augmenter les réserves nationales, le gouvernement a ordonné l'importation de 200000 tonnes de riz à partir de juillet, bien que l'approvisionnement du marché soit resté inférieur à la moyenne. Le gouvernement a également interdit toute exportation illégale de riz vers le Nigeria, une pratique soupçonnée d'être à l'origine de la baisse constante de l'approvisionnement en riz dans le pays. Toutefois, ces efforts n'ont pas permis d'augmenter de manière significative les approvisionnements. Tout au long de la période de projection, la demande de riz importé à Yaoundé devrait rester élevée et atteindre un pic pendant les périodes de fêtes, notamment pendant les fêtes de Noël et du Nouvel An et pendant le Ramadan en mai 2021. Par rapport à la même période l'année dernière, les prix resteront élevés d'environ 40 pour cent et même au-dessus des prix plafonds, mais resteront stables car les frontières restent fermées.

*Résultats actuels et les plus probables de la sécurité alimentaire*

Le secteur informel et l'économie du pays continueront de fonctionner à des niveaux inférieurs à la normale, et que la reprise prendra du temps malgré les efforts actuels du gouvernement pour mitiger les effets de la pandémie. Cependant, alors que la pandémie se poursuit, la sécurité alimentaire des personnes vulnérables, en particulier des réfugiés et des personnes déplacées internes résidant à Yaoundé et à Douala, restera affectée par les chocs économiques et les prix des denrées alimentaires ainsi que par la perte d'emplois et de revenus quotidiens.
Bien que certaines de ces personnes déplacées reçoivent une aide humanitaire et d'autres formes de soutien de la part du gouvernement et d'autres partenaires, les besoins fondamentaux quotidiens restent insatisfaits. Plus de 70 pour cent de ces ménages touchés sont actuellement confrontés à des difficultés d'accès à la nourriture, ont des repas moins fréquents en portions insuffisantes et ont des difficultés d'accès aux terres de production et au financement du petit commerce, ce qui les expose à l'insécurité alimentaire aiguë en Stresse (Phase 2 de l'IPC).

*Evènements qui pourraient changer le scenario*

Événements possibles au cours des six mois à venir qui pourraient changer le scénario le plus probable.

| Zone | Evénements | Impact sur les conditions de la sécurité alimentaire |
|---|---|---|
| Yaoundé et Douala | Organisation du championnat d'Afrique de football au Cameroun de janvier à février 2021 | -Augmentation des prix des hôtels, de la nourriture, des boissons et des transports qui affectera négativement les ménages pauvres<br>-Augmentation des offres d'emploi dans le secteur informel, ce qui pourrait augmenter les revenus quotidiens des ménages pauvres |
| | Une deuxième vague de la pandémie COVID-19 | Ralentissement de l'économie et du secteur informel, perte d'emplois et de revenus quotidiens |
| | Augmentation de l'aide alimentaire aux ménages pauvres affectés par COVID-19 | Cela pourrait améliorer l'accès à la nourriture pour les ménages pauvres, y compris les personnes déplacées et les réfugiés en milieu urbain |

**ABOUT SCENARIO DEVELOPMENT**

To project food security outcomes, FEWS NET develops a set of assumptions about likely events, their effects, and the probable responses of various actors. FEWS NET analyzes these assumptions in the context of current conditions and local livelihoods to arrive at a most likely scenario for the coming eight months. Learn more here.